



FONCTION PUBLIQUE

Union interfédérale des agents de la Fonction Publique FO
46, rue des petites écuries 75010 PARIS
contact@fo-fonctionnaires.fr // 01-44-83-65-55

Compte-rendu

Audience au Cabinet du Premier ministre

Le vendredi 12 juin, FO Fonction publique était reçue par le Cabinet du Premier ministre.

4 conseillers étaient présents :

- Mme Aurélia LECOURTIER-GEGOUT, conseillère Budget, Fonction publique, Réforme de l'État,
- Mme Marianne LUCIDI, conseillère technique Fonction publique, Réforme de l'État,
- M. Franck MOREL, conseiller Relations sociales, Travail, Emploi, Formation professionnelle,
- Mme Charlotte CAUBEL, conseillère Justice

Pour l'UIAFP-FO, la délégation était composée de Christian GROLIER, Didier BIRIG, Dominique REGNIER et Claude SIMONEAU.

Trois points ont été abordés :

1. La crise sanitaire et ses conséquences.

Nous avons d'abord rappelé l'engagement sans faille de tous les fonctionnaires et agents publics dont une grande partie a assuré ses missions souvent sans matériel de protection. Nombre d'entre eux ont contracté le virus et certains sont malheureusement décédés.

Ce dévouement des agents publics nécessite de tirer les enseignements de la crise et donc de stopper les réformes.

A minima, nous exigeons l'arrêt de l'agenda social et notamment de la mise en œuvre de la loi de transformation de la fonction publique.

Nous avons redemandé la relance du Conseil National des Services Publics (CNSP) pour débattre sereinement sans la pression budgétaire.

En réponse, tout en soulignant l'engagement des agents et des services, le Cabinet considère que les fonctionnaires n'ont pas été lésés pendant la crise n'ayant pas eu de baisse de leur rémunération. (C'est vite oublier l'ordonnance nous ponctionnant congés et jours RTT).

Concernant le bilan de la crise, il précise que celui-ci est prévu lors du prochain CCFP du 25 juin.

Pour autant, il ne cherchera pas à en tirer les enseignements et indique son objectif de poursuivre la loi de transformation de la fonction publique, à commencer par la suppression des CHSCT.

Même réponse sur la relance du CNSP qui ne coûte rien, pas d'engagement en ce sens.

Réponse hallucinante si l'on se réfère aux nombreuses interventions du Président de la République annonçant un nouveau monde, mais tellement prévisible pour nous, convaincus que les promesses de changement ne survivraient pas à la crise.

2. Maladie professionnelle et jour de carence.

A notre demande d'abroger le jour de carence, on nous répond tout le contraire, le jour de carence sera automatiquement réinstauré dès la fin de l'application de la loi sur l'état d'urgence sanitaire.

Concernant l'imputabilité au service pour tous les agents ayant contracté la Covid sur leur lieu de travail, il maintient que cette reconnaissance sera automatique uniquement pour les personnels de santé.

Seul progrès mais qui ne correspond pas à notre revendication, un dispositif accéléré sera mis en place pour les agents des autres versants qui ont contracté la maladie durant la phase de confinement.

Nous sommes loin du compte....

3. Salaires et carrières

Sur ce point également nous avons rappelé la nécessité de redonner de l'attractivité à l'emploi public. Après 10 ans de gel des salaires et des carrières qui démarrent sous le smic depuis le 1^{er} janvier 2020 pour les agents de catégorie C, il faut rapidement revaloriser l'emploi public.

Par ailleurs, au-delà du Ségur qui prévoit d'améliorer (à ce stade sans précision chiffrée) les rémunérations des personnels hospitaliers, le rendez-vous salarial programmé le 7 juillet prochain par Olivier Dussopt paraît paradoxal. Est-ce au Ségur ou avec Olivier Dussopt que l'on discute des augmentations générales et des carrières de tous les fonctionnaires ?

Pour FO Fonction Publique, il faut de véritables négociations salariales sur les 3 versants et un nouveau chantier pour améliorer les carrières.

Pas de surprise sur ce point : aucune réponse ou info, hormis qu'il n'y a pas de contradiction, pour le Cabinet, à avoir des discussions différenciées sur les rémunérations selon les versants.

Pour FO, la parité de la grille et les augmentations des salaires par la hausse uniforme de la valeur du point d'indice sont les fondements du Statut général des fonctionnaires. Nous ne lâcherons rien sur ce point.

Cette audience démontre à quel point les belles paroles prononcées par toutes les personnes au pouvoir étaient mensongères.

Heureusement, FO Fonction publique est restée ferme sur ses positions d'indépendance refusant toute idée d'union sacrée.

L'austérité reste donc au programme avec le dogme de la réduction de la dépense publique. Cela prouve, une fois de plus, que nous n'avons et n'aurons jamais les mêmes intérêts que ceux qui nous gouvernent.

FORCE OUVRIERE va continuer de résister et d'organiser l'incontournable rapport de force pour une meilleure fonction publique avec de meilleurs salaires et l'amélioration des conditions de travail.

Paris, le 17 juin 2020